

Où mène la politique économique de la gauche ?

La victoire de Mitterrand et celle, probable, du PS, obligent à poser la question de « l'issue de la crise » en termes nouveaux. Il n'y a plus l'opposition mythique entre « issue bourgeoise » et « issue prolétarienne ». A une stratégie d'une certaine fraction de la bourgeoisie financière, va succéder une stratégie certes bourgeoise (en ce qu'elle conservera les rapports capitalistes fondamentaux) mais qui reposera moins sur l'écrasement des classes populaires. Une telle stratégie est-elle tenable dans l'environnement capitaliste actuel ? En quoi est-elle « profitable » pour ceux qui, comme nous, visent une subversion plus profonde des rapports sociaux, dans le sens des aspirations populaires à vivre et travailler autrement ?

Pour aborder ce double problème, il faut partir de la nature de la crise, en nous en tenant, pour ce court article, à certains aspects économiques.

les racines de la crise

La crise actuelle est avant tout une crise d'extraction de la plus-value. Le capital n'arrache plus assez de sur-travail, donc de profit, par rapport au capital qu'il avance, principalement par rapport à ses investissements.

Ce diagnostic n'est pas évident : en 1930 c'était le contraire. Grâce aux gains de productivité que permettaient le taylorisme et la mécanisation, le capitalisme était parvenu dans les années 20 à extraire d'énormes profits... mais il n'y avait pas assez de pouvoir d'achat du côté des travailleurs pour absorber l'énorme production. D'où la crise de surproduction (ou de sous-consommation) des années 30. Après guerre, sous la pression conjuguée des luttes sociales et de la fraction « intelligente » de la bourgeoisie (qu'illustrent les noms de Keynes et de Ford), un mode de régulation de cette contradiction s'est stabilisé. Grâce aux conventions collectives, au salaire indirect, à la dépense publique, les gains de productivité ont été assez régulièrement répartis entre salaires et profits. On produisait de plus en plus et on consommait de plus en plus, mais le taux d'exploitation restait stable,



ECONOMIE

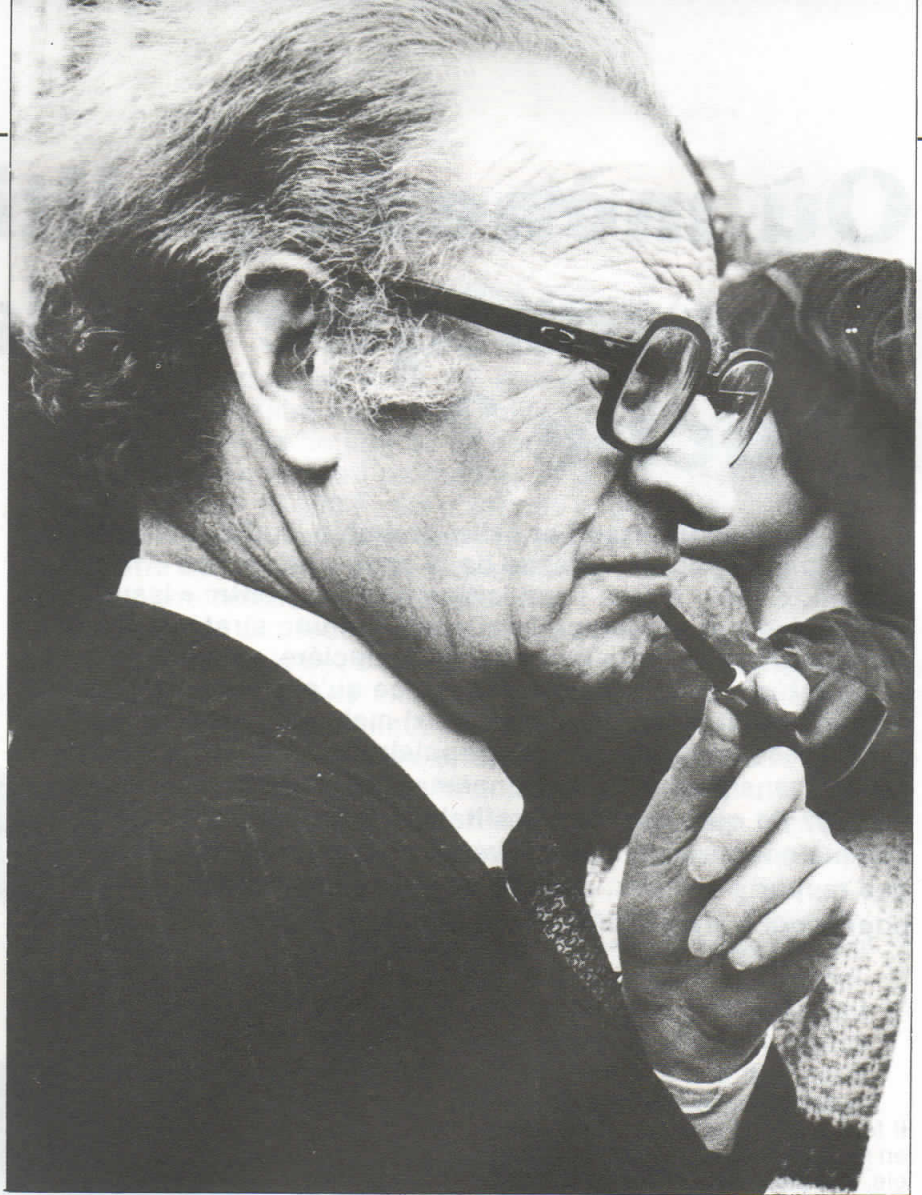
les affaires marchaient régulièrement, et le taux de profit restait stable lui aussi.

Vers la fin des années 60, ce régime d'accumulation a commencé à se dérégler, car les gains de productivité globaux ont commencé à baisser. Les économies de capital réalisables à travers l'utilisation de plus en plus intensive des équipements (cadences, 3 x 8, etc.) avaient épuisé leurs effets et se heurtaient de plus à un refus, de la part de la classe ouvrière, de cette organisation despotique et aliénante du travail. Les taux de profit ne furent maintenus artificiellement que par l'inflation. Mais le « choc pétrolier » fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase : sur la plus-value déjà insuffisante, la rente pétrolière venait exiger une part croissante. Les capitalistes se retournèrent alors contre les salariés, imposant la stagnation, puis la régression de leur pouvoir d'achat. D'où (mais dans un second temps seulement) la crise dans les industries produisant pour la consommation : en particulier l'automobile et le logement.

Telle est la contradiction dans laquelle se débat aujourd'hui le capital, tant qu'il n'a pas encore découvert de nouvelles sources de productivité (il les attend du côté technique : électronique, biologie, et du côté social : réorganisation du rapport salarial). Ou bien il pèse sur les salaires, mais comme les salariés sont aussi des clients, il se heurte à une crise de sous-consommation, d'où chômage massif, faillites de nombreuses industries, etc. Ou il tient à conserver les acquis du keynésianisme, il évite une crise grave, mais alors il ne dégage plus assez de profit. Tous les grands pays capitalistes hésitent entre ces deux solutions : « à droite », la voie libérale (Grande-Bretagne), « à gauche », la voie social-démocrate (Autriche).

le legs de la droite

Sans doute autant que l'orientation politique des dirigeants, a pesé sur ce choix la contrainte internationale. Car la situation générale de crise doit être modulée selon la situation des pays dans la hiérarchie du marché mondial. Or le capitalisme français s'est, par une politique à courte vue, ouvert au marché mondial en même temps qu'il se spécialisait de façon défavorable dans la production des biens de consommation de grande série, au détriment des biens de production les plus perfectionnés, qu'il faut acheter (pour plus de la moitié) en Allemagne, aux USA, en Suède... Il faut donc vendre à l'étranger pour importer des biens d'équipement : le déficit pour ce type de biens est du même ordre de grandeur que la « facture pétrolière ».



Pierre Uri

Or, quand on produit des biens banaux, on ne peut, sur le marché mondial, jouer de la concurrence « par la qualité ». Il faut produire au plus bas coût possible. On est donc « obligé », si on s'en tient là, de peser sur le niveau de vie des travailleurs. Telle est la raison fondamentale du choix par Giscard et Barre de la politique « libérale », la plus antipopulaire.

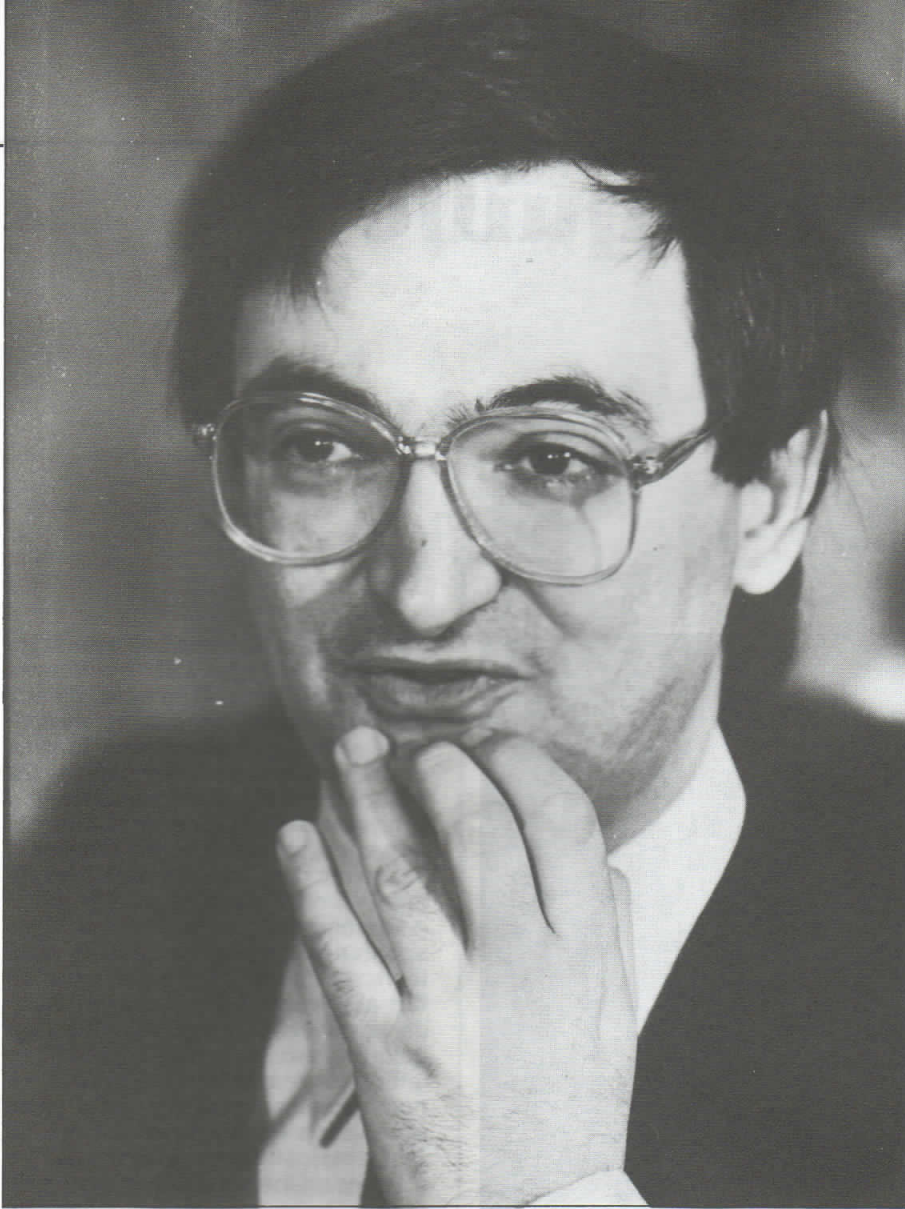
que peut faire la gauche

Dans ces conditions, les marges d'un gouvernement social-démocrate sont très réduites. La gauche a longtemps vécu sur une analyse de la crise type 1930 : pour elle, « l'austérité » imposée par la droite, en rognant la consommation populaire, bloquait la croissance. Il suffisait de relancer les bas salaires pour retrouver la belle expansion de Pompidou... (dont les « gauchistes » puis les écologistes avaient alors condamné le caractère aliénant, mais c'est une autre histoire). Le PS a maintenant conscience des « réalités » que lui impose sa politique de « réformes prudentes ». Pourtant, il doit prendre quelques mesures

sociales immédiates, sur le SMIC et la durée du travail. Qu'en attendre ?

D'abord, la « relance par la consommation » aura bien lieu, et n'aura pas des conséquences aussi dramatiques qu'on le dit. Si la consommation populaire repart, les affaires internes vont repartir, les usines tourneront mieux, il y aura moins de chômage à financer et plus de recette pour l'Etat et la Sécurité sociale, les profits pourront même remonter d'abord en même temps que les salaires, tout simplement parce qu'il y aura plus de monde au travail.

Le problème, c'est que ce travail mieux payé sera, pour les capitalistes, de moins en moins rentable (une fois saturées les capacités actuellement inemployées) et, sur le marché mondial, de moins en moins compétitif. On butera sur la « contrainte extérieure » avant même de buter sur la baisse des taux de profits. Comment faire pour élever la consommation populaire en diminuant le temps de travail sans trop élever les coûts pour les capitalistes, sans trop peser sur leurs profits ? C'est ici qu'interviennent les « réformes de structure » que propose le PS, en trois volets.



Jacques Atali

D'abord, il y a des « coûts parasites » à éliminer. Les marges abusives des petits patrons des commerces et des services : Delors a déjà déclaré qu'il ne reviendrait pas sur le contrôle des prix... sauf peut-être pour eux ! Le prix des sols urbains, qui pèse à la fois sur les coûts de la construction et sur le prix des logements : même Chaban envisageait jadis de s'y attaquer par une municipalisation des sols en douceur. Une alliance des capitalistes « productifs » et des salariés contre les « parasites » : stratégie sociale-démocrate moderniste qui peut marcher et à laquelle je ne vois guère de raison de s'opposer, si cela s'accompagne d'initiatives populaires dans le domaine des services et de l'urbanisme.

La deuxième solution envisagée par le PS est la « reconquête du marché intérieur ». Puisque près d'un quart du pouvoir d'achat distribué se porte sur des marchandises importées, que ce qui est produit sur place l'est pour moitié avec des marchandises importées, la « relance » en France risque de profiter notablement... aux capitalistes étrangers, à moins d'une politique volontariste de reconquête de ce marché intérieur,

qui risque de se heurter au courroux des autres pays. C'est une des ambiguïtés de la politique européenne du PS. Plus profondément, il s'agit de reconstituer les industries de pointe (électronique, chimie fine, etc.) qui permettent à une industrie nationale de maintenir les conditions de sa croissance interne... et de la compétitivité externe « par la qualité ». Ce qui desserre d'autant la nécessité d'être compétitif « par les prix » (c'est-à-dire par les bas salaires internes). Bref, faire de la France une exportatrice de travail qualifié, au lieu de travail d'OS. Tel est l'ambitieux projet (d'ailleurs réalisé par le Japon) auquel s'attelle l'aile la plus « nationaliste-moderniste » de la nouvelle majorité, en particulier J.-P. Chevènement. Politique nécessairement volontariste et planificatrice, heurtant la routine des grandes firmes, et subventionnant des petites industries innovatrices. D'où l'utilité des nationalisations (déjà sous Giscard les Grandes Entreprises Nationales ont porté l'essentiel de l'investissement et de la recherche appliquée), et les ristettes aux Petites et Moyennes Industries.

Que dire de ce second volet ? D'abord ses aspects positifs. Tout

projet de changer la vie et le travail, dans une société donnée, suppose que cette société dispose de ses moyens de production, qu'elle n'ait pas à importer des technologies qu'elle ne maîtrise pas, qu'elle ne soit pas cantonnée dans certains segments de vastes chaînes productives centrées ailleurs. Ce qui fait problème, c'est le choix des filières, les plus typiquement capitalistes (méga-outils, nucléaire) que semble préconiser l'aile « gauche », en fait archéo-marxiste, du PS. Reconquérir la maîtrise de notre développement ? Certes oui. Mais pour un autre modèle de développement !

Troisième volet : la « stratégie Cheysson ». L'alliance de la technologie française, des capitaux arabes... et de la main d'œuvre et des débouchés africains. Projet archi-fragile : un « plan Marshall pour l'Afrique » financé par les pétrodollars n'aurait aucune raison de profiter en priorité à l'industrie d'équipement française, à moins d'une très habile diplomatie. Le ministre d'Etat aux Affaires Arabes, Jobert, ne peut faire des miracles. Et surtout, les pays du Tiers Monde à qui ce plan sera proposé auront-ils intérêt à adopter un modèle de développement industriel que nous avons critiqué en Europe, et qui risque de prolonger leur état de subordination ? Il n'est pas exclu qu'ils en tirent quelques avantages, mais c'est aux forces progressistes des pays concernés d'en décider.

pour un anti-productivisme constructif

La solution PS revient donc à se sortir de la crise en améliorant les positions de la France dans le « vieux » modèle de développement. Elle se heurtera à une rude concurrence, et la tentation sera grande de faire payer les difficultés aux travailleurs. Toute surenchère « alimentaire » (sauf bien entendu en faveur des plus bas salaires) ne peut que précipiter une crise, avec division du camp du peuple et retour en force de la réaction. L'autre danger est de subordonner exactement les revendications aux « contraintes » imposées par l'état de chose actuel : c'est ce que fait la CFDT avec les 35 heures en 5 ans (c'est-à-dire moins vite que les gains de productivité donc en ne créant aucun emploi), sauf dans les entreprises qui peuvent se le permettre (donc en divisant la classe !).

Entre les deux il existe une voie : imposer des droits, des libertés, un mode de vie, dessinant un autre mode de développement, fondé sur le temps libre, la créativité, la solidarité, échappant aux contraintes de rentabilité et de compétitivité. A nous de la frayer.

A. Lipietz